

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3920

18 décembre 2014

SOMMAIRE

AFI.ESCA Holding s.à r.l.	188128	ICE Promotion S.A.	188114
AINA Investment Fund GP	188139	Ikke Sar S.à r.l.	188117
Altralux S.A.	188116	Interest Holding S.A.	188159
Anthea - Contemporary Art Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS	188117	I.R.F. S.à r.l.	188118
Areca SICAV SIF	188143	Jetlag27 S.A.	188114
ASO Lux 2 S.à r.l.	188116	LSF8 Lux Investments V S.à r.l.	188131
BNY Mellon Asset Servicing B.V., Luxem- bourg Branch	188114	LSH CO	188119
Centaurae Assets	188115	MEB Invest S.A.	188120
Coiffure Liz S.à r.l.	188120	Montblanc Management S.à r.l.	188117
Colonnade Holdco n°12 S.à r.l.	188129	Pearl Dive Properties S.à r.l.	188121
Duemme International Luxembourg S.A.	188155	Peristal S.A.	188121
EST6 S.A.	188118	Petit Lieu de Lo'dile S.à r.l.	188141
European Capital UK Sme Debt S.à r.l. .	188120	Petrusse European Clo S.A.	188121
Euro Point S.à r.l.	188115	Promotion et Gestion des Marques S.A.	188122
Exbasi S.à r.l.	188123	Purple Grafton S.à r.l.	188138
Faracha Equities	188114	Satisfactory	188115
Farko Invest S.A.	188116	SNCF Re	188121
Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA	188116	Sofair International S.A.	188115
Galanium Spf S.A.	188116	The Bank of New York Mellon SA/NV, Lu- xembourg Branch	188114
I. 29 Freisenger Buttaker S.à r.l.	188160	Tracer Investissement S.A.	188118
		Vesta Holding S.A.	188120

Faracha Equities, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 120.536.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014192508/9.

(140214793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

**The Bank of New York Mellon SA/NV, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger,
(anc. BNY Mellon Asset Servicing B.V., Luxembourg Branch).**

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 105.087.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 de la société mère ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour The Bank of New York Mellon SA/NV, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2014192926/11.

(140214492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

ICE Promotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 159.858.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires, nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE TENUE EXTRAORDINAIREMENT

le 29 décembre 2014, à 9 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,

Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014194610/16.

Jetlag27 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 175.632.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires, nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, en

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE TENUE EXTRAORDINAIREMENT

le 29 décembre 2014, à 11 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapport du Conseil d'Administration et, du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Questions diverses

A l'issue de cette assemblée se tiendra une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur la dissolution ou non de la société conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 modifiée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014194611/18.

Centaurae Assets, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 192.291.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193237/10.

(140215168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Euro Point S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3235 Bettembourg, 71, Montée Krakelshaff.
R.C.S. Luxembourg B 53.833.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014192494/12.

(140214305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Sofair International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 89.909.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires, Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, en

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE TENUE EXTRAORDINAIREMENT

le 29 décembre 2014, à 16 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014194613/16.

Satisfactory, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 41.603.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires, Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, en

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE TENUE EXTRAORDINAIREMENT

le 29 décembre 2014, à 14 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014194612/16.

Galanium Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8292 Meispelt, 19, rue Kosselt.

R.C.S. Luxembourg B 48.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014192528/9.

(140214950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Farko Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 140.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014192510/9.

(140214244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 174.439.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193385/10.

(140215506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

ASO Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 154.631.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 03 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193125/10.

(140215565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Altralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 115.153.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires, nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, en

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE TENUE EXTRAORDINAIREMENT

le 29 décembre 2014, à 10 heures, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014194614/16.

Ikke Sar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 169.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014192612/9.

(140215074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Montblanc Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.539.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193633/10.

(140215367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

**Anthea - Contemporary Art Investment Fund S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions
sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 166.758.

The Shareholders are hereby kindly convened to assist at the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of the Fund on which will be held on the *30th of December 2014* at 11:00 am (Luxembourg time) at the Fund's registered office to deliberate and vote on the following:

Agenda:

1. Approval of the Annual Report and Audited Financial Statements for the financial year ended on 31st December 2013
 - Presentation of the activities report for the financial year ended on 31 December 2013;
 - Presentation of the report of the Réviseur d'Entreprises Agrée KPMG Luxembourg S.à r.l. for the financial year ended on 31 December 2013;
 - Accumulation of the net result for the financial year ended on 31 December 2013;
 - Discharge of the Directors from all their duties during, for and in connection with, the financial year ended on 31 December 2013.
2. Powers and authorizations; and
3. Miscellaneous.

Please be informed that no quorum is required for the items on the agenda of the Meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast. Each share has a voting right.

Shareholders may vote in person or by proxy.

If you are not able to attend personally this Meeting, please sign and date the enclosed proxy form and return it to:

Ms. Shelley Houliston

Orange Field S.A.

40 avenue Monterey,

L-2163 Luxembourg

Luxembourg

Email: Shelley.Houliston@orangefield.com

To be valid, proxy should be received in Luxembourg by the fund before 6 p.m. (Luxembourg Time) on the 29th December 2014.

The board of Managers

Référence de publication: 2014195647/35.

I.R.F. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 47.234.794,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 186.317.

Die Koordinierte Statuten vom 20. November 2014 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014193483/10.

(140215179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

EST6 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.336.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EST6 S.A.

Société anonyme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014192491/14.

(140214679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Tracer Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 127.585.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 14 novembre 2014, enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2014, LAC/2014/55061, aux droits de soixante-quinze euros (75.-EUR), que la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "TRACER INVESTISSEMENT S.A. (en liquidation)", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 127585, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 16 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1282 du 27 juin 2007.

La Société a été mise en liquidation suivant un acte du notaire instrumentaire en date du 8 août 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2874 du 10 octobre 2014

L'assemblée générale adopte le rapport du commissaire à la liquidation.

L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur, la société à responsabilité limitée LISOLUX S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg et au commissaire à la liquidation, la société à responsabilité limitée CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg pour l'accomplissement de leur fonction concernant la liquidation de la société.

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Par conséquent la liquidation de la société a été clôturée et la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à partir du jour de la liquidation auprès de FIDUCENTER S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193904/30.

(140215163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

LSH CO, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 152.026.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre novembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jan Vanhoutte, salarié, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en qualité de mandataire spécial du conseil d'administration (le Conseil) de LSH CO, une société anonyme de titrisation, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, Numéro B 152026 (la Société), constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 889 du 29 avril 2010; les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un constat d'augmentation de capital tenu par-devant le notaire instrumentant le 21 novembre 2014, en cours de publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C,

en vertu des résolutions prises par le Conseil en date du 18 novembre 2014 (les Décisions) constatant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans les résolutions prises par le Conseil en date du 3 juin 2014 et dans l'acte notarié du 27 juin 2014 dont question ci-après.

une copie des Décisions signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire soussigné de documenter qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le susdit constat d'augmentation de capital de la Société tenue le 27 juin 2014, acte enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 juillet 2014, Relation: LAC/2014/31313, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés en date du 11 juillet 2014 sous la référence L 140119227, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2513 du 17 septembre 2014.

En effet, dans la version anglaise a été erronément indiqué comme suit:

«IV- The New Shares have been fully subscribed as follows:

(i) one hundred and ninety-one thousand seven hundred and sixteen (191,716) New Shares by Paus LP, a limited company, having its registered office at 10830 Jasper Avenue, Suite 1100, Edmonton, Alberta, T5J 2B3 Canada, for an aggregate amount of fifty-one million nine hundred and forty-four thousand nine hundred and sixty one United States dollars and thirteen cents (USD 51,944,961.13);

(ii) three hundred and ninety (390) New Shares by CMG Life Services, Inc., a limited company, having its registered office at 1016 Collier Center Way, Suite 200, Naples, Florida 34110, United States of America, for an aggregate amount of one hundred and five thousand seven hundred sixty eight United States dollars and forty-seven cents (USD 105,768.47);»

alors qu'il aurait fallu indiquer:

«IV- The New Shares have been fully subscribed as follows:

(i) one hundred and ninety-one thousand seven hundred and sixteen (191,716) New Shares by Paus LP, a limited company, having its registered office at 10830 Jasper Avenue, Suite 1100, Edmonton, Alberta, T5J 2B3 Canada, for an aggregate amount of fifty-one million nine hundred and forty-four thousand nine hundred and sixty one United States dollars and thirteen cents (USD 51,944,961.13);

(ii) three hundred and ninety (390) New Shares by CMG Partners LLC, with registered office at 1016 Collier Center Way, Suite 100, Naples, Florida 34110, United States of America, for an aggregate amount of one hundred and five thousand seven hundred sixty eight United States dollars and forty-seven cents (USD 105,768.47);»

Dans la version française a été erronément indiqué comme suit:

«IV.- Les Nouvelles Actions ont été souscrites de la manière suivante:

(i) cent quatre-vingt-onze mille sept cent seize (191.716) Nouvelles Actions par Paus LP., une société, dont le siège social se situe à 10830 Jasper Avenue, Suite 1100, Edmonton, Alberta, T5J 2B3 Canada, pour un montant total de cinquante et un millions neuf cent quarante et quatre mille neuf cent soixante et un dollars américains et treize centimes (USD 51.944.961,13);

(ii) trois cent quatre-vingt-dix (390) Nouvelles Actions par CMG Life Services Inc., une société, dont le siège social se situe à 1016 Collier Center Way, Suite 200, Naples, Floride 34110, Etats-Unis d'Amérique pour un montant total de cent cinq mille sept cent soixante-huit dollars américains et quarante-sept centimes (USD 105.768,47);»

alors qu'il aurait fallu indiquer:

«IV.- Les Nouvelles Actions ont été souscrites de la manière suivante:

(i) cent quatre-vingt-onze mille sept cent seize (191.716) Nouvelles Actions par Paus LP, une société, dont le siège social se situe à 10830 Jasper Avenue, Suite 1100, Edmonton, Alberta, T5J 2B3 Canada, pour un montant total de cinquante

et un millions neuf cent quarante et quatre mille neuf cent soixante et un dollars américains et treize centimes (USD 51.944.961,13);

(ii) trois cent quatre-vingt-dix (390) Nouvelles Actions par CMG Partners LLC, une société, dont le siège social se situe à 1016 Collier Center Way, Suite 100, Naples, Floride 34110, Etats-Unis d'Amérique pour un montant total de cent cinq mille sept cent soixante-huit dollars américains et quarante-sept centimes (USD 105.768,47);»

Le comparant déclare que toutes les autres résolutions du dudit acte restent inchangées et prie le notaire de faire mention de la présente rectification partout où besoin sera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture des présentes faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Vanhoutte, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 novembre 2014. Relation: LAC/2014/55644. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193605/75.

(140215827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

MEB Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4645 Nieder Korn, 145, route de Pétange.

R.C.S. Luxembourg B 140.955.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014193646/9.

(140216063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Vesta Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 142.169.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014192963/9.

(140214524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Coiffure Liz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7373 Lorentzweiler, 73, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 125.061.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014193212/9.

(140215686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

European Capital UK Sme Debt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 188.383.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 4 décembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014193328/11.

(140215580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Pearl Dive Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 167.424.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PEARL DIVE PROPERTIES S.à r.l.
A. BOULHAIS / M. LENOIR
Gérant B / Gérant B

Référence de publication: 2014192825/12.

(140214285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Peristal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 108.080.

Je soussignée, la Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l., Commissaire aux Comptes de la société PERISTALS.A. déclare par la présente, démissionner de son poste de Commissaire aux Comptes qui m'avait été confié au sein de la société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.
Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l.
Signature

Référence de publication: 2014192828/13.

(140215000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

SNCF Re, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 172.161.

Extrait du Procès-verbal de délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle le jeudi 3 avril 2014 à 10 h 30 au siège social de la société

Quatrième résolution:

L'Assemblée renouvelle le mandat de Réviseur d'Entreprises indépendant de SNCF RE au profit de la société Price-waterhouseCoopers Sàrl. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée Générale Ordinaire de l'année 2015 statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2014192901/13.

(140214414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Petrusse European Clo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 100.018.

La décision suivante a été prise par le conseil d'administration de la Société en date du 31 octobre 2014:

- nomination en tant que président du Conseil d'Administration de la Société avec effet immédiat, de Monsieur Shehzaad Atchia, administrateur de la Société, né le 22 mai 1982 à Curepipe (Île Maurice) et ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2014.
Pour la Société
Shehzaad Atchia
Administrateur

Référence de publication: 2014192829/16.

(140214854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

PGM S.A., Promotion et Gestion des Marques S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 144.750.

L'an deux mille quatorze, le dix-huit novembre.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société PROMOTION ET GESTION DES MARQUES S.A., en abrégé PGM S.A., constituée conformément à la loi luxembourgeoise, établie et ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.750, constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 février 2009, publié au Mémorial C de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations numéro 530 du 11 mars 2009; et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée est présidée par Maître Emmanuelle FRATTER, juriste, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 2, rue Jean-Pierre Brasseur,

Le président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

L'assemblée choisit comme scrutatrice Maître Emmanuelle FRATTER, prénommée.

Madame le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I.- Que la présente Assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Dissolution et mise en liquidation de la société;
2. Nomination d'un liquidateur;
3. Détermination des pouvoirs du liquidateur;
4. Divers.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, une fois signées «ne varietur» par les comparants, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrée avec l'acte.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide la dissolution immédiate de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer comme liquidateur Monsieur Dominique PHILIPPE, courtier en assurance, né le 4 mars 1951 à Bourbonne-Les-Bains (France), demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de conférer au liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 (la «loi»).

L'Assemblée décide que le liquidateur peut accomplir les actes et opérations prévus à l'article 145 sans autorisation spéciale de l'assemblée même au cas où elle est normalement requise par la loi.

L'Assemblée décide que le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la Société.

Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires(s) une partie ou la totalité de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

188123

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés à mille trois cents Euros (EUR 1.300.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en têtes des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et à la mandataire des comparants, connus du notaire par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, celle-ci a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: E. Fratter, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 novembre 2014. LAC/2014/54807. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193768/67.

(140215380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Exbasi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6665 Herborn, 19, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 192.285.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, am 28. November

Ist vor Maître Blanche MOUTRIER, Notarin mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette,

Ist Erschienen:

Frau Sarina SOLEIMANI, geboren zu Téhéran (Iran) am 18. September 1983, wohnhaft in L-6665 Herborn, 19, Hauptstrooss,

Welche Komparentin, die instrumentierende Notarin ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Zwischen der vorbenannten Partei und all denjenigen, die zu einem späteren Zeitpunkt Inhaber der nachstehend geschaffenen Gesellschaftsanteile werden sollten, wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, luxemburgischen Rechts gegründet, welche durch die vorliegende Satzung und die einschlägige luxemburgische Gesetzgebung geregelt wird.

Art. 2. Die Bezeichnung der Gesellschaft lautet: „Exbasi S.à r.l.“

Art. 3. Der Gesellschaftssitz wird in Herborn festgelegt.

Er kann an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, dies durch einfachen Beschluss des oder der Geschäftsführer(s), welche sämtliche Befugnisse besitzen, um den vorliegenden Artikel anzupassen.

Art. 4. Die Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Jeder Gesellschafter kann seine Beteiligung an der Gesellschaft kündigen. Die Kündigung erfolgt per Einschreiben, welches mit sechsmonatiger Vorankündigung an die Gesellschafter und Geschäftsführer zu senden ist. Der Gesellschafter, der aus der Gesellschaft auszutreten beabsichtigt, hat sich nach den Bestimmungen aus Artikel zehn der Satzung zu richten.

Unbeschadet des Vorstehenden kann die Gesellschaft vorzeitig durch einen Beschluss, der mit einfacher Mehrheit der das Gesellschaftskapital vertretenden Anteile gefasst wurde, aufgelöst werden.

Art. 5. Das Unternehmen hat zum Zweck den Kauf und Verkauf von Luxusgütern wie Textilien und Bekleidung, Lederbekleidungszubehör, Handtaschen, Luxus-Schuhe, Schmuck und Parfüm.

Die Beteiligung in jedweder Form an luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen und jede sonstige Anlageform, der Erwerb mittels Kauf, Zeichnung oder auf jede sonstige Weise, sowie die Veräußerung mittels Verkauf, Tausch oder auf andere Weise von Wertpapieren, Schuldverschreibungen, Forderungen, Schuldscheinen und sonstigen Werten jeder Art, und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann sich, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, an der Gründung und Entwicklung jeglicher Finanz-, Industrie- und Handelsunternehmen beteiligen und diesen ihre Unterstützung durch die Bewilligung von Darlehen, Garantien oder auf jede sonstige Weise gewähren.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Form, verzinslich oder unverzinslich, Darlehen bewilligen und Anleihen aufnehmen, und die Begebung von Schuldverschreibungen an verschiedene Gesellschaften (ob Tochtergesellschaften oder nicht) vornehmen.

Die Gesellschaft kann jegliche direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängenden Mobiliar-, Finanz-, Industrie- und Handelsgeschäfte tätigen und eine der Öffentlichkeit zugängliche Handelsniederlassung führen.

Zweck der Gesellschaft ist der Kauf, der Verkauf, die Vermietung, die Verwaltung und die Verwertung in jedweder Form von Immobilien sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, sowie jegliche direkt oder indirekt damit verbundenen Handels-, Finanz-, Immobilien- und Mobiliargeschäfte.

Ganz allgemein kann die Gesellschaft jegliche Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen treffen und sämtliche Geschäfte tätigen, die sie für die Erfüllung oder die Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für nützlich erachtet.

Die Gesellschaft hat ferner zum Zweck, Vergütungen und Entgelte von den Konzerngesellschaften zu vereinnahmen, sowie die Verwaltung und Geschäftsführung dieser Konzerngesellschaften, denen sie namentlich jegliche strategische, verwaltungstechnische oder kommerzielle Unterstützung gewähren kann, zu übernehmen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- €), verbrieft durch einhundertfünfzig (125) Gesellschaftsanteile von je einhundert Euro (100,- €).

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zu einem anteiligen Bruchteil am Gesellschaftsvermögen und -gewinn.

Art. 8. Die ungeteilten Mitinhaber von Gesellschaftsanteilen, die bloßen Eigentümer und die Nießbraucher werden der Gesellschaft gegenüber durch ein und dieselbe Person vertreten, die im vornhinein durch einen Beschluss der Gesellschafter, welcher mit einfacher Mehrheit der das Gesellschaftskapital vertretenden Anteile gefasst wurde, gebilligt wurde. Diese Billigung darf lediglich aus berechtigten Gründen vorenthalten werden.

Art. 9. Die Gesellschaftsanteile sind mortis causa frei abtretbar, selbst durch letztwillige Verfügung, sofern diese Übertragung in direkter Linie oder an den überlebenden Ehepartner erfolgt. Sonstige Begünstigte müssen durch einstimmigen Beschluss der überlebenden Gesellschafter gebilligt werden. Im Falle der Verweigerung muss der Begünstigte gemäß den Bestimmungen aus Artikel zehn der Satzung vorgehen, mit Ausnahme des letzten Absatzes, und ist an das Ergebnis des Sachverständigengutachtens gebunden. Sollte keiner der Gesellschafter bereit sein, die Gesellschaftsanteile zum festgesetzten Preis zu erwerben, wird der Begünstigte von Rechts wegen Gesellschafter.

Art. 10. a) Beabsichtigt ein Gesellschafter, seine Gesellschaftsanteile ganz oder teilweise abzutreten, sowie in den in den Artikeln vier und neun vorgesehenen Fällen, muss er sie seinen Mitgesellschaftern anteilig zu deren Beteiligung an der Gesellschaft anbieten.

b) Im Falle einer andauernden Uneinigkeit der Gesellschafter über den entsprechenden Preis und nach Ablauf einer zweiwöchigen Frist, müssen der oder die Gesellschafter, die ihre Anteile abtreten möchten, und der oder die Gesellschafter, die diese zu erwerben beabsichtigen, jeder einen Sachverständigen damit beauftragen, den Abtretungswert unter Zugrundelegung des Verkehrswertes der Anteile festzusetzen.

c) Die Gesellschaft übermittelt allen Gesellschaftern das Ergebnis des Sachverständigengutachtens per Einschreiben und fordert sie auf, innerhalb einer vierwöchigen Frist mitzuteilen, ob sie bereit sind, die Anteile zum festgesetzten Preis zu erwerben oder abzutreten. Bekunden mehrere Gesellschafter ihre Absicht, die zum Verkauf angebotenen Anteile zu erwerben, so werden diese den interessierten Gesellschaftern anteilig zu ihrer Beteiligung an der Gesellschaft angeboten. Das Schweigen der Gesellschafter während der vorerwähnten vierwöchigen Frist gilt als Ablehnung.

d) In diesem Falle kann der abtretende Gesellschafter die Anteile Nichtgesellschaftern anbieten, wobei den anderen Gesellschaftern ein Vorkaufsrecht im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Beteiligung während einer zweiwöchigen Frist vorbehalten bleibt, gerechnet ab Datum der Mitteilung der mit Drittinteressenten getroffenen Vereinbarung und gemäß den entsprechenden Bedingungen. Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften wird durch die Artikel neun und zehn der vorliegenden Satzung ersetzt.

Art. 11. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung, der mit der Mehrheit der das Gesellschaftskapital vertretenden Anteile gefasst wurde, ihre eigenen Gesellschaftsanteile anhand der frei verfügbaren Reserven zurückkaufen und sie wiederverkaufen. Diese Gesellschaftsanteile verleihen, solange sie sich im Gesellschaftsvermögen befinden, weder ein Stimmrecht, noch einen Dividendenanspruch, noch einen Anspruch auf einen Teil des Abwicklungserlöses, und werden auch nicht bei der Erstellung eines Quorums berücksichtigt. Im Falle eines Wiederverkaufs, wird die Gesellschaft gemäß den Bestimmungen von Artikel zehn vorgehen.

Art. 12. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Geschäftsführer(n), die keine Gesellschafter sein müssen. Sie werden von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt und abberufen, welche deren Befugnisse und die Dauer ihrer Funktionen festlegt und mit einfacher Mehrheit der das Gesellschaftskapital vertretenden Anteile erkennt. Sie sind wieder wählbar und können jederzeit ohne Kündigungsfrist abberufen werden.

Die Geschäftsführer sind befugt, jedoch nur gemeinsam und einstimmig, einen Teil ihrer Befugnisse an Bevollmächtigte und/oder an Direktoren zu übertragen.

Art. 13. Der oder die Geschäftsführer gehen aufgrund ihrer Funktion keinerlei persönliche Verpflichtung in Bezug auf die regelmäßig von ihnen namens der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen ein; in ihrer Eigenschaft als reine Bevollmächtigte, haften sie lediglich für die ordnungsgemäße Erfüllung ihres Mandats.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Zahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile an der gemeinsamen Beschlussfassung teilnehmen.

Jeder Gesellschafter kann so viele Stimmen abgeben, wie er Gesellschaftsanteile besitzt.

Jeder Gesellschafter kann sich an den Versammlungen rechtsgültig durch einen Spezialbevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 15. Gemeinsame Beschlüsse gelten nur dann als ordnungsgemäß gefasst, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Beschlüsse betreffend eine Satzungsänderung können ebenfalls mit einfacher Mehrheit der das Gesellschaftskapital vertretenden Anteile gefasst werden. Die entsprechenden Bestimmungen der Artikel 194 und 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften finden demnach keine Anwendung.

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr werden am einunddreißigsten Dezember die Abschlüsse der Gesellschaft erstellt, und die Geschäftsführung verfasst ein Inventar mit der Wertangabe der Aktiva und Passiva der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

Art. 18. Der in der Ergebnisrechnung ausgewiesene Jahresüberschuss, nach Abzug der allgemeinen Kosten, Abschreibungen und Rückstellungen, stellt den Nettogewinn des Geschäftsjahres dar.

Von diesem Nettogewinn werden fünf Prozent der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Art. 19. Im Falle einer vorzeitigen Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Abwicklung durch die fungierenden Geschäftsführer, vorbehaltlich eines anderweitigen Beschlusses der Hauptversammlung der Gesellschafter. Das aktive Ergebnis der Abwicklung, nach Bereinigung aller Passiva, wird unter die Inhaber der Gesellschaftsanteile anteilmäßig zur Zahl der in ihrem Besitz befindlichen Anteile verteilt.

Art. 20. Für alle in der vorliegenden Satzung nicht vorgesehenen Punkte verweisen die Gesellschafter auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am Gründungsdatum der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten Dezember zweitausendvierzehn.

Zeichnung und Einzahlung

Die Geschäftsanteile werden gezeichnet wie folgt:

- Frau Sarina SOLEIMANI, vorbenannt,	<u>Anteile 125</u>
TOTAL:	Anteile 125

All diese Anteile wurden voll und in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies der unterzeichneten Notarin ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Feststellung

Die beurkundende Notarin bestätigt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915, in seiner abgeänderten Fassung, vorgesehenen Bedingungen erfüllt wurden.

Kosten

Die Kosten, Lasten, Auslagen, oder Vergütungen jedweder Art, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen oder auferlegt werden, werden unter jedem Vorbehalt auf etwa 1.200 Euro veranschlagt.

Außerordentliche Hauptversammlung

Anschließend ist die Gesellschafterin, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachtet, zu einer außerordentlichen Hauptversammlung zusammengetreten ist und haben einstimmig die folgenden Beschlüsse bestimmt hat:

- Der Sitz der Gesellschaft wird in L-6665 Herborn, 19, Hauptstrooss, festgelegt.

Folgende Person wird auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Frau Sarina SOLEIMANI, geboren zu Téhéran (Iran) am 18. September 1983, wohnhaft in L-6665 Herborn, 19, Hauptstrooss,

Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet.

Die beurkundende Notarin hat die Komparenten darauf hingewiesen, dass die hiermit gegründete Gesellschaft vor der Aufnahme jeglicher Geschäftstätigkeit im Besitz einer im Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck ordnungsgemäß ausgestellten Handlungsgenehmigung sein muss, was ausdrücklich von den Komparenten bestätigt wird.

Die unterzeichnete Notarin welche der deutschen Sprache passiv und aktiv mächtig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der obengenannten vorsprechenden Parteien die vorliegende notarielle Urkunde in deutscher Sprache abgefasst

ist, wobei eine französische Übersetzung nachfolgt; auf Ersuchen der oben genannten vorsprechenden Parteien hat im Fall von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem französischen Text die deutsche Fassung Vorrang.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Esch-sur-Alzette, in der Kanzlei der beurkundenden Notarin, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Auslegung an die Kompargenten, die der Notarin mit Namen, üblichen Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben sie die vorliegende Urkunde zusammen mit der Notarin unterzeichnet.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit novembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Madame Sarina SOLEIMANI, née le 18 septembre 1983 à Téhéran (Iran), demeurant à L-6665 Herborn, 19, Haapstrooss,

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Entre la partie ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des parts sociales ci-après créées, il est formé une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les présents statuts et par la législation luxembourgeoise afférente.

Art. 2. La société prend la dénomination de: «Exbasi S.à r.l.».

Art. 3. Le siège social est établi à Herborn.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision du ou des gérants qui auront tous les pouvoirs d'adapter le présent article.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Tout associé pourra dénoncer sa participation dans la société. La dénonciation se fera par lettre recommandée envoyée aux associés et aux gérants avec un préavis de six mois avant l'échéance. L'associé désireux de sortir de la société suivra les dispositions de l'article dix des statuts.

Sans préjudice de ce qui précède, la société pourra être dissoute avant terme par une décision prise à la majorité simple du capital social.

Art. 5. La société a pour objet l'achat et la vente d'articles de luxe, tels que vêtements en textiles et en cuir, accessoires d'habillement, sacs à main, chaussures de luxe, bijouterie de fantaisie et parfumerie.

La prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a encore pour objet de percevoir des indemnités et des rémunérations des sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500.-€), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent Euros (100.-€) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les copropriétaires indivis de parts sociales, les nus-proprétaires et les usufruitiers sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne agréée préalablement par décision des associés, prise à la majorité simple du capital. L'agrément ne pourra être refusé que pour de justes motifs.

Art. 9. Les parts sociales sont librement transmissibles pour cause de mort, même par disposition de dernière volonté, à condition que ce soit en ligne directe ou au conjoint survivant. Tout autre bénéficiaire devra être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés survivants. En cas de refus, le bénéficiaire devra procéder conformément à l'article dix des statuts, à l'exclusion du dernier alinéa, et sera lié par le résultat de l'expertise. Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts au prix fixé, le bénéficiaire sera associé de plein droit.

Art. 10. a) Si un associé se propose de céder tout ou partie de ses parts sociales, de même qu'aux cas pré-visés aux articles quatre et neuf, il doit les offrir à ses co-associés proportionnellement à leur participation dans la société.

b) En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de deux semaines, le ou les associés qui entendent céder les parts, le ou les associés qui se proposent de les acquérir, chargeront de part et d'autre un expert pour fixer la valeur de cession, en se basant sur la valeur vénale des parts.

c) La société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise à tous les associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou à céder les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir les parts proposées à la vente, elles seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la société. Le silence des associés pendant le prédit délai de quatre semaines équivaut à un refus.

d) Dans ce cas, l'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés, étant entendu qu'un droit de préemption est encore réservé aux autres associés en proportion de leurs participations pendant un délai de deux semaines à partir de la date de la communication de l'accord avec des tiers et suivant les conditions de celui-ci. L'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales est remplacé par les articles neuf et dix des présents statuts.

Art. 11. La société peut, sur décision de l'assemblée générale, prise à la majorité du capital social, procéder au rachat de ses propres parts sociales au moyen de réserves libres ainsi qu'à leur revente. Ces parts sociales, aussi longtemps qu'elles se trouvent dans le patrimoine de la société, ne donnent droit ni à un droit de vote, ni à des dividendes, ni à une part du produit de la liquidation et elles ne sont pas prises en considération pour l'établissement d'un quorum. En cas de revente, la société procédera suivant les dispositions de l'article dix.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés, révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple du capital. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Les gérants ont le droit, mais seulement collectivement et à l'unanimité, de déléguer partie de leurs pouvoirs à des fondés de pouvoirs et ou à des directeurs.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions ayant pour objet une modification des statuts pourront également être prises à la majorité simple du capital social. Les dispositions y afférentes des articles 194 et 199 de la loi sur les sociétés commerciales ne trouveront donc pas application.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci atteigne le dixième du capital social.

Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation sera faite par les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, le premier exercice commence le jour de la constitution et finira le trente-et-un décembre de l'an deux mille quatorze.

Souscription et Libération

La comparante précitée présente a souscrit aux parts créées de la manière suivante:

- Madame Sarina SOLEIMANI, pré-qualifiée	125 parts
TOTAL:	125 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée par la suite, ont été remplies.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme approximative de 1.200 euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant l'associée, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoquée, s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-6665 Herborn, 19, Hauptstrooss.

Est nommée gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Sarina SOLEIMANI, née le 18 septembre 1983 à Téhéran (Iran), demeurant à L-6665 Herborn, 19, Hauptstrooss,

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'allemand déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en allemand, suivi d'une version Française. A la requête de la même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte allemand et le texte français, la version allemande fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: SOLEIMANI, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01/12/2014. Relation: EAC/2014/16325. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 02/12/2014.

Référence de publication: 2014191795/295.

(140214045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

AFI.ESCA Holding s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 175.720.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014193080/9.

(140216094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Colonnade Holdco n°12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.467.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of November.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglister (Grand-Duchy of Luxembourg).

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) “Colonnade Holdco N° 12 S.à r.l.”, with registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg Trade and companies register under number B.143467, incorporated by deed of Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglister (Grand-Duchy of Luxembourg), on December 2, 2008, published in the Mémorial C number 11 of January 5, 2009; the articles of association have not been amended since the incorporation of the company.

The corporate capital amounts to twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand and five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The meeting is presided by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglister.

The chairman/woman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr. Henri DA CRUZ, employee residing professionally in Junglister.

The bureau having thus been formed the chairwoman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been checked and signed by the shareholders who are present, the proxy holders of the represented shareholders and the undersigned notary, shall be kept at the latter’s office.

The proxies of the represented shareholders, after having been signed “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

1. Decision to dissolve the Company;
2. Appointment of EQUISTONE PARTNERS EUROPE FUND III «B», a limited partnership under the laws of England having its principal place of business at Condor House, St Paul’s Churchyard, London EC4 M8AL, United Kingdom, registered under number LP12277, as liquidator; (the “liquidator”);
3. Powers of the liquidator;
4. Instruction for the liquidator;
5. Full and entire discharge to the managers of the Company for the performance of their respective mandates;
6. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken by the meeting by unanimous vote.

First resolution

In compliance with law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the “law”), the meeting resolves with immediate effect to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The meeting resolves to appoint as liquidator of the company:

EQUISTONE PARTNERS EUROPE FUND «B», a limited partnership under the laws of England having its principal place of business at Condor House, St Paul’s Churchyard, London EC4 M8AL, United Kingdom, registered under number LP12277, as liquidator in relation to the voluntary liquidation. The liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under his sole signature for the performance of his duties.

Third resolution

The meeting resolves to confer to the liquidator the broadest powers set for in article 144 et seq. of the law.

The liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations including those referred to in article 145 of the law, without the prior authorisation of the shareholders. The liquidator may, under his sole responsibility, delegate some of his powers, for especially referred operations or tasks, to one or several persons or entities.

Fourth resolution

The meeting resolves to instruct the liquidator to realize, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.

Fifth resolution

The meeting resolves to give full discharge to the managers of the board of managers, Mr. Arnaud DELVIGNE, Mrs. Ruth VON WYL and Mr. Georges SCHEUER, for the performance of their respective mandates.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at nine hundred fifty Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that at the request of the attorney the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same attorney, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglisten, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglisten (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «Colonnade Holdco N° 12 S.à r.l.», ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B numéro 143467, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglisten (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 2 décembre 2008, publié au Mémorial C numéro 11 du 5 janvier 2009.

Le capital social s'élève à douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) actions d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglisten.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Henri DA CRUZ, demeurant professionnellement à Junglisten.

Le bureau ayant ainsi été constitué, Madame la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions possédées par eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, contrôlée et signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, et par le notaire instrumentant, sera conservée à l'étude de celui-ci.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Résolution de dissoudre la société et de liquider ses avoirs.
2. Nomination de EQUISTONE PARTNERS EUROPE FUND III «B», une «limited partnership» de droit anglais ayant son principal établissement au Condor House, St Paul's Churchyard, London EC4 M8AL, Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro LP12277, comme liquidateur.
3. Pouvoir du liquidateur
4. Instruction au liquidateur.
5. Décharge aux gérants de la société pour la durée de leur mandat.
6. Divers.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de liquider ses avoirs.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur de la société:

EQUISTONE PARTNERS EUROPE FUND III «B», une «limited partnership» de droit anglais ayant son principal établissement au Condor House, St Paul's Churchyard, London EC4 M8AL, Royaume-Uni, enregistrée sous le numéro LP12277.

Troisième résolution

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi pour exécuter son mandat, et notamment par les articles 144 à 148 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de charger le liquidateur de réaliser, dans les meilleures conditions possibles et pour le meilleur compte possible, tous les actifs de la Société et de payer toutes les dettes de la Société.

Cinquième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux gérants, à savoir Monsieur Arnaud DELVIGNE, Madame Ruth VON WYL et Monsieur Georges SCHEUER, pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent cinquante euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglister, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 01 décembre 2014. Relation GRE/2014/4711. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014192377/138.

(140214611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

LSF8 Lux Investments V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 192.151.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of November,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 91796,

hereby represented by Mr. Gianpiero Saddi, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg, on 12 November 2014.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to draw up as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

" **Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereafter the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity (the Laws), and in particular the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), as well as by the present articles (the Articles of Association).

Art. 2. Object. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the creation, acquisition, holding and/or disposal, in any form and by any means, of participations, rights and interests in, and obligations of, any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, and the administration, management, control and/or development of those participations, rights, interests and obligations.

The Company may, by any means whatsoever, use its funds to establish, manage, develop and/or dispose of all of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and/or dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, to participate in the creation, acquisition, development and/or control of any form of Luxembourg and foreign companies and enterprises, to acquire by any means, establish, own, manage, develop and/or dispose of any portfolio of securities and intellectual property rights of whatever origin and to realise them by way of sale, transfer, assignment, exchange or otherwise.

The Company may give guarantees and/or grant security in favour of third parties to secure its obligations and/or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company, pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets and grant loans, advances and/or assistance, in any form whatsoever, to its subsidiaries, affiliated companies and third parties.

The Company may take any measure and carry out any operation, including but not limited to commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with, or may favour the development of, its corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of "LSF8 Lux Investments V S.à r.l.".

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder, or in case of plurality, of an extraordinary general meeting of its shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Bertrange by a resolution of the sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers of the Company.

The Company may establish other offices and/or branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of sole manager or, in case of plurality, the Board of Managers.

Art. 6. Subscribed capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (one hundred) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Any contribution in cash or in kind made as capital contributions without the issuance of new shares will be booked in a "capital surplus" account (the Capital Surplus) pursuant to a resolution of the general meeting of shareholder(s). The Capital Surplus will only be available (i) for the purpose of distributions, whether by dividend, share redemption or otherwise, to the holder(s) of the shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (ii) to be incorporated in the share capital to issue shares to the holder(s) of shares which ha(s/ve) paid the Capital Surplus pro rata to its/their respective contribution(s), (iii) to offset any net realised losses or (iv) to be allocated to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased or reduced at any time by a decision of the single shareholder or, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Companies Act for any amendment of these Articles of Association.

Art. 8. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence and entitles to one vote at the general meetings of shareholders, as the case may be.

As far as the Company is concerned, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

In case of a single shareholder, the transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised by the sole manager or the Board of Managers, as the case may be.

In case of plurality of shareholders, the transfer of the Company's shares inter vivos to third parties must be authorised by (i) the sole manager or, as the case may be, the Board of Managers and (ii) the general meeting of shareholders by an unanimous vote of all the shareholders of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders of the Company.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders, does not put the Company into liquidation.

Art. 10. Board of Managers. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed, revoked and replaced by a decision of the single shareholder, or as the case may be, of the general meeting of the shareholders owning more than half of the share capital, which will determine their number and the period of their mandate.

The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the sole manager or, in case of plurality, any member of the Board of Managers.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 10 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Association to the single shareholder, or, as the case may be, the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 11. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager.

Art. 12. Delegation of Powers. The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers, may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders or the sole manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place in Luxembourg as the Board of Managers may from time to time determine.

Written notices of any meeting of the Board of Managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting beforehand. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. Managers may also cast their votes by telephone confirmed in writing. The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the Board of Managers may also be passed in writing which resolutions will be proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager, with a majority signed in Luxembourg. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 14. Responsibilities. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter assumes all powers conferred by Laws to the general meeting of shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

Resolutions whose purpose is to amend the Articles of Association of the Company may only be adopted by a majority of shareholders representing at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the general meeting of shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers or, as the case may be, the sole manager to the shareholders.

Art. 16. Financial Year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Adoption of annual accounts. At the end of each financial year, with reference to thirty-first December, the Company's accounts are closed and are drawn up by the manager, or in case of plurality of managers, by the Board of Managers, in accordance with the Laws, who prepares, among others, an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 18. Appropriation of Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company is allocated to a statutory reserve required by law. Such allocation will cease to be required as soon as and as long as such reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's subscribed share capital.

Subject to the following, the single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions set by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the sole manager or, as the case may be, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholder(s). The sole manager or, as the case may be, the Board of Managers determines the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as set out in these Articles of Association, unless otherwise provided by Laws.

At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder, or as the case may be, the general meeting of shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Laws, and in particular the Companies Act, for all matters for which no specific provision is made in these Articles of Association."

Subscription and Payment

All the 100 (one hundred) shares have been subscribed and fully paid-up via contribution in cash by Lone Star Capital Investments S.à r.l., prequalified, so that the sum of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1.400.-).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at three.

2. The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Patrick Steinhauser, legal counsel, born on 21 April 1975 in Baden-Baden, Germany, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Philippe Detournay, company director, born on 9 April 1966 in Hal, Belgium, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Philippe Jusseau, accountant, born on 16 September 1979 in Strasbourg, France, whose professional address is at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office is established at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le treize novembre,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 91796,

ici représentée par M. Gianpiero Saggi, employé, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

« **Art. 1^{er}. Forme.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après, la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives (les Lois), et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) ainsi que les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Objet. La Société pourra accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la constitution, l'acquisition, la détention et/ou la cession, sous quelque forme que ce soit et selon tous les moyens, de participations, droits et intérêts et obligations, dans toute société et entreprise luxembourgeoise et étrangère, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, droits, intérêts et obligations.

La Société peut utiliser ses fonds par tous les moyens pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, pour acquérir, investir dans et/ou vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et/ou le contrôle de toute forme de sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, pour acquérir par tout moyen, établir, détenir, gérer, développer et/ou vendre tout portefeuille de valeurs mobilières et de brevets de n'importe quelle origine, et pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement.

La Société peut également consentir des garanties et/ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations et/ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société, nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs et accorder des prêts, avances et/ou assistance, sous n'importe quelle forme, à ses filiales, sociétés affiliées et tierces parties.

La Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations, incluant mais n'étant pas limité à des opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La société est dénommée «LSF8 Lux Investments V S.à r.l.»

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité, de l'assemblée générale des associés de la Société.

Il peut être transféré dans la commune de Bertrange par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance de la Société.

La Société peut établir d'autres bureaux et/ou succursales à la fois dans le Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger par une décision du gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 6. Capital Social Souscrit. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel sera transféré toute prime d'émission payée sur toute part sociale en plus de sa valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société peut racheter à son/ses associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à/aux (l') associé(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Tout apport en numéraire ou en nature opéré en tant qu'apport en capital sans émission de nouvelles parts sociales sera inscrit à un compte de contribution au capital non rémunéré par des titres («Contribution au Capital») suivant une résolution de l'assemblée générale de(s) (l') associé(s). La Contribution au Capital sera uniquement disponible (i) pour des distributions, soit sous forme de dividendes, soit sous forme de rachat de parts sociales ou autrement, au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (ii) pour être incorporé au capital social afin d'émettre des parts sociales au(x) détenteur(s) des parts sociales qui a/ont payé la Contribution au Capital au prorata de sa contribution / leurs contributions respectives, (iii) pour compenser toutes pertes nettes réalisées ou (iv) pour être alloué à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Réduction de Capital. Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit suivant une décision de l'associé unique ou le cas échéant par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par ces Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices de la Société et donne droit à une voix dans les assemblées générales d'associés, le cas échéant.

Les parts sociales de la Société sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

En cas d'associé unique, le transfert de parts sociales entre vifs à des tiers doit être autorisé par le gérant unique ou, le cas échéant, par le Conseil de Gérance.

En cas de pluralité d'associés, le transfert de parts sociales entre vifs à des tiers doit être autorisé par (i) le gérant unique ou, le cas échéant, par le Conseil de Gérance et (ii) l'assemblée des associés par une décision unanime de tous les associés de la Société. Cette autorisation n'est pas requise en cas de transfert de parts sociales à des associés de la Société.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, ou le cas échéant d'un des associés, n'entraînent pas la mise en liquidation de la Société.

Art. 10. Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé(s). Le ou les gérant(s) sont nommés, révoqués et remplacés par une décision de l'associé unique, ou le cas échéant de l'assemblée générale des associés, adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social, qui détermine leur nombre et la durée de leur mandat.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant unique, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des membres du Conseil de Gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 10.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'associé unique, ou le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation de la Société. En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un gérant quelconque.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'associé unique, ou le cas échéant, l'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Toute réunion du Conseil de Gérance se tient au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit à Luxembourg que le Conseil de Gérance peut de temps à autres déterminer.

Des notifications écrites de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au Conseil de Gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour auparavant. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de Gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Les gérants peuvent également émettre leur vote par téléphone, moyennant une confirmation écrite. Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des membres du conseil est présente ou représentée au conseil de gérance.

Les décisions du Conseil de Gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, des décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises par écrit, lesquelles décisions seront régulières et valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles décisions résulteront d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de Gérance sans exception, avec une majorité signée à Luxembourg. La date de telles résolutions circulaires sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Responsabilités. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, l'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un associé peut agir à toute assemblée des associés en nommant par écrit, par fax ou par e-mail en qualité de mandataire une autre personne qui n'a pas besoin d'être associé.

Les résolutions dont l'objet est de modifier les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel est envoyé par le Conseil de Gérance ou, le cas échéant, le gérant unique aux associés. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte des résolutions proposées.

Art. 16. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et dressés, suivant le cas, par le gérant unique ou le Conseil de Gérance, conformément aux Lois, qui, entre autres, dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Affectation des Bénéfices. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net annuel, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sous conditions de ce qui suit, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il peut/ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer comme dividende à l'associé/aux associés.

Sous réserve des conditions fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut/peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes à ou aux associé (s). Le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance déterminera/ont le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Art. 19. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles prévues par les Statuts, sauf dispositions contraires des Lois.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui fixera/ont ses/leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions des Lois et en particulier la Loi de 1915.».

Souscription et libération

L'ensemble des 100 (cent) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par apport en numéraire par Lone Star Capital Investments S.à r.l., précitée, de sorte que la somme d'EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé pré-qualifié représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois.

2. Sont nommés membres du conseil de gérance, pour une durée indéterminée:

- M. Patrick Steinhäuser, juriste, né à Baden-Baden, Allemagne, le 21 avril 1975 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Philippe Detournay, directeur de société, né à Hal, Belgique, le 9 avril 1966 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Philippe Jusseau, comptable, né à Strasbourg, France, le 16 septembre 1979 dont l'adresse professionnelle est au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 novembre 2014. LAC/2014/54027. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Référence de publication: 2014188420/391.

(140211301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2014.

Purple Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 153.247.

Statuts coordonnés, suite à un acte rectificatif reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 septembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 octobre 2014.

Référence de publication: 2014193736/11.

(140215450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

AINA Investment Fund GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 179.182.

—
In the year two thousand fourteen, on the nineteenth of November.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Were adopted the resolutions of the sole shareholder of AINA Investment Fund GP (the Meeting), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B179182 and incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 19 July 2013, published on 23 September 2013 in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) C-N° 2338 (the Company). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated on 5 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C n° 3310 of December 30, 2013.

The sole shareholder of the Company, being AINA Capital SL, an Andorra private limited liability company, having its registered office at Edifici Tapies, Carrer dels Paraires n°8, Planta Atic, Porta 4, AD700 Escaldes Engordany, Principat d'Andorra and registered with the register of commercial companies of Andorra under number 13912 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Benjamin Bada, lawyer, residing professionally in 33 Avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Andorra on 14 November 2014.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be submitted at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Sole Shareholder, has requested the undersigned notary to record the following:

(1) the Sole Shareholder is the holder of all the twelve thousand five hundred (12,500) shares issued by the Company representing the entire subscribed share capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500);

(2) the agenda is worded as follows:

1. decision to change the corporate governance of the Company such that resolutions of the board of managers of the Company shall be adopted by a 80% majority vote requirement of the managers present or represented at the relevant meeting;

2. subsequent decision to amend article 12.7 of the articles of association of the Company (the Articles); and

3. miscellaneous.

The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the corporate governance of the Company such that resolutions of the board of managers of the Company shall be adopted by a 80% majority vote requirement of the managers present or represented at the relevant meeting.

Second resolution

The Sole Shareholder consequently resolves to amend article 12.7 of the Articles as follows:

12.7. In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by a 80% majority vote requirement of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,500.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont été adoptées les résolutions de l'associé unique de AINA Investment Fund GP (l'Assemblée), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B179182, constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-N°2338 du 23 septembre 2013 (la Société). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-N° 3310 du 30 décembre 2013.

L'associé unique de la Société, AINA Capital SL, une société privée à responsabilité limitée de Andorre, ayant son siège social à Edifici Tapies, Carrer dels Paraires n°8, Planta Atic, Porta 4, AD700 Escaldes Engordany, Principat d'Andorra et enregistrée avec le registre de commerce et des sociétés de Andorre sous le numéro 13912 (l'Actionnaire Unique),

est représentée par Benjamin Bada, avocat, résidant professionnellement à 33 avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg en vertu d'une procuration, donnée à Andorre le 14 novembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire, sera jointe à l'acte notarié en vue de leur soumission simultanée aux autorités d'enregistrement.

Le mandataire, agissant en tant que mandataire de l'Actionnaire unique, demande au notaire d'acter que:

(1) l'Actionnaire Unique détient toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la Société représentant la totalité du capital social de la Société équivalent à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500);

(2) l'ordre du jour de l'Assemblée est comme suit:

1. décision de modifier les règles de gouvernance de la Société de manière à ce que les résolutions du conseil de gérance de la Société doivent être adoptées à une majorité de 80% des voix des gérants présents ou représentés;

2. décision subséquente de modifier l'article 12.7 des statuts de la Société.

(3) divers

L'Actionnaire Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier les règles de gouvernance de la Société de manière à ce que les résolutions du conseil de gérance de la Société doivent être adoptées à une majorité de 80% des voix des gérants présents ou représentés.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de modifier l'article 12.7 des statuts de la Société de la manière suivante:

12.7. En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à une majorité de 80% des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

Estimation des coûts

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société suite au présent acte est estimé à environ EUR 1.500.-

Le notaire instrumentaire qui parle et comprend l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie mentionnée ci-dessus le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de cette même partie, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux fondés de pouvoir, ledit Mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: B. BADA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2014. Relation: LAC/2014/55110. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014192301/106.

(140214573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Petit Lieu de Lo'dile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8461 Eischen, 11A, rue Bourg.
R.C.S. Luxembourg B 192.377.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Alain DELVAUX, employé privé, né à Steinfort le 13 octobre 1958, demeurant à L-8461 Eischen, 11A, rue Bourg.

2) Madame Lorena BARBANERA, employée privée, née à Hayange (France) le 15 janvier 1961, demeurant à L-8461 Eischen, 11A, rue Bourg.

3) Madame Diliانا DELVAUX, indépendante, née à Luxembourg le 23 avril 1987, demeurant à L-8461 Eischen, 11A, rue Bourg.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la forme d'une société à responsabilité limitée et la dénomination de "Petit lieu de lo'dile s.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Eischen; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un institut de beauté.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

D'une façon générale, elle pourra accomplir toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

En tant que simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Alain DELVAUX, préqualifié,	
quarante parts sociales	40
2) Madame Lorena BARBANERA, préqualifiée,	
quarante parts sociales	40
3) Madame Dilians DELVAUX, préqualifiée,	
vingt parts sociales	<u>20</u>
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

188143

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

- 1) Madame Diliانا DELVAUX, préqualifiée, est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée.
- 2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante.
- 3) Le siège social est fixé à L-8461 Eischen, 11A, rue Bourg.

Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir pour leur propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. DELVAUX, BARBANERA, D. DELVAUX, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 27 novembre 2014. Relation: CAP/2014/4467. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 4 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193719/136.

(140215980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Areca SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 142.707.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of October.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of ARECA, a société anonyme qualifying as a Société d'Investissement à Capital variable - Fonds d'Investissement Spécialisé, with registered office in L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, incorporated by deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, on 27 October 2008, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2807 of 21 November 2008.

The meeting was opened at 2 p.m. under the chairmanship of Mr. Tobias Seidl, employee, professionally residing in Luxembourg,

who appointed as secretary Ms Katie Agnès, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Maud Peixoto, employee, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

A.- All the shares being registered shares, the present meeting has been convened by notices containing the agenda, sent to all the shareholders by registered mail on 7 October 2014.

B.- That the agenda of the meeting is the following:

Sole Resolution:

To restate the articles of incorporation of the Company (in the form herewith enclosed), including the corporate object which shall forthwith read as follows:

" **Art. 4. Purpose.** The Company is a specialised investment fund subject to the SIF Law which qualifies as an internal managed alternative investment fund within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

The Company may carry out the functions as set out in Annex I to the AIFM Law in relation to its own funds.

The Company will invest the funds available to it in transferable securities, units or shares of other open-ended and closed-ended, regulated and unregulated undertakings for collective investment and other eligible financial instruments and assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out, itself or through a delegation, any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the AIFM Law and SIF Law."

C.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

D.- As appears from the said attendance list, out of 2,109,567.7812 outstanding shares, 1,435,623.8232 shares are present or represented at the present Extraordinary General Meeting.

E.- Considering that the minimum quorum of fifty (50) percent of the shares present or represented required to validly deliberate on items of the agenda of the extraordinary general meeting has been reached, as detailed in the attendance list, the meeting is regularly constituted and may validly decide on all the items of the agenda.

After deliberation the meeting took the following resolution by unanimous vote.

Sole resolution

The meeting decides to completely restate the articles of incorporation of the Company, including the corporate object as set forth in the agenda, so as to henceforth read as follows:

“Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fond d'investissement spécialisé) governed by the provision of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (hereinafter the "SIF Law"), under the name of "Areca" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The Company is a specialised investment fund subject to the SIF Law which qualifies as an internal managed alternative investment fund within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

The Company may carry out the functions as set out in Annex I to the AIFM Law in relation to its own funds.

The Company will invest the funds available to it in transferable securities, units or shares of other open-ended and closed-ended, regulated and unregulated undertakings for collective investment and other eligible financial instruments and assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out, itself or through a delegation, any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the AIFM Law and SIF Law.

Title II. Share capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total Net Assets Value of the Company pursuant to Article 13 hereof. The initial capital is thirty-one thousand Euros (Euros 31,000) divided into three hundred and ten (310) fully paid up Shares of no par value.

The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The initial capital is thirty-one thousand Euros (Euros 31,000.-) represented by three hundred ten (310) fully paid up shares of no par value.

Art. 6. Sub-Funds - Classes. The Company shall be an umbrella structure within the meaning of article 71 of the SIF Law.

The Board of Directors may, at any time, decide to create different compartments or sub-funds (each a «Sub-Fund»). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

The shares to be issued in a Sub-Fund pursuant to article 8 below, may, as the Board of Directors shall determine, be of one or more different classes (hereinafter «Class»), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board of Directors. The Classes of shares may, as the board of Directors shall determine, be of one or more different series (hereinafter «Series»), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board of Directors.

The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund that comprises the relevant Class, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

The Company shall be considered as a single legal entity. However, by derogation to the provisions of article 2093 of the Luxembourg civil code and pursuant to article 71 (5) of the SIF Law, the assets of one given Sub-fund shall only be liable for the debts, commitments and obligations which are attributable to such Sub-fund. As between the Shareholders, each Sub-fund shall be treated as a separate entity.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, be expressed in United States Dollars and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and Classes of shares.

Art. 7. Form of Shares.

(1) The shares will be issued as registered shares.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (herein after the «Share Register») which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such Share Register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares or Class of Shares held by him and the amount paid up on each such share.

The inscription of the Shareholder's name in the Share Register evidences his right of ownership on such registered Shares.

(2) The Board shall be entitled to determine from time to time and whenever it is deemed necessary to issue confirmation of share holding by delivery of Share Certificates (the "Certificates" or individually a "Certificate") or otherwise to Shareholders.

Share Certificates shall be signed by two Directors and an official duly authorized by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed or by facsimile. The signature of the authorized official shall be manual.

The board may decide that for certain or all Classes of Shares no share certificates will be issued and that shareholder of such Classes will only receive confirmation of their share holding.

(3) Any transfer of registered Shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of Articles 7 and 9 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any director or any officer of the Company or by any other person duly authorized thereto by the Board. If Share Certificates were issued, the transferor shall remit the relevant Share Certificates to the Company and the Company will issue new Shares Certificates

(4) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Share Register.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Share Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the Share Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to four decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class on a pro rata basis.

Art. 8. Issue of Shares.

(1) The Board is authorized without limitation to issue at any time additional shares without par value each fully paid up, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

(2) The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class or Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that the shares of any class or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

(3) When shares are issued by the Company, the issue price of shares to be issued is based on the net asset value per share as determined in compliance with article 13 hereof plus any additional premium or cost as determined by the Board and as disclosed in the Prospectus. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will also be charged. The procedure of issuance of Shares follows the procedure disclosed in article 13 hereafter.

(4) Applications for subscription must be received by the Administrative Agent or other entities listed hereafter and cleared funds must be received by the Custodian by 5:00 p.m. (Luxembourg time), at the latest on the Business Day falling 5 Business Days prior to the relevant Valuation Day. Any application received after such time, either by the Administrative Agent or by the Board of Directors, is considered for the immediately following Valuation Day. However, the Board of Directors is authorized to receive and consider subscriptions although there are out of the previous mentioned delay, the Board will determine on which Valuation Day such late subscription will be submitted.

The modes of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the Board of Directors and precised and more fully described in the Memorandum.

Payment of subscriptions is made in the reference currency of the relevant class of shares in any Sub-Fund.

In case the subscription price is not paid in compliance with the procedure described here above, the Company can cancel the subscription and can request for the cost and commissions and other fees incurred in respect of the transaction.

(5) Subscription applications can be lodged to the Board or the distribution agents, or the administration agent and shall comply with the issuance procedure as detailed in the Prospectus document.

Before acceptance of the subscription applications the status of the applicant will be examined. Shares in the Fund may only be subscribed by investors able to qualify as institutional, professional or informed investors within the meaning of the SIF Law. Shares may not be issued to natural persons or legal entities and transfers of shares to natural persons or legal entities may not be permitted if these do not fulfill the following requirements:

a) The investor is an institutional or professional investor (investisseur institutionnel ou professionnel), or
b) An informed investor (investisseur averti) who has declared in writing his agreement to accept the status of informed investor and

(i) Invests a minimum sum of EUR125,000 in the Fund, or

(ii) Confirms his ability to assess his investment in the Fund in a reasonable way by an appraisal available from a credit institution as defined by Directive 2006/48/EC, or an investment company as defined by Directive 2004/39/EC or an administration company as defined by Directive 2001/107/EC which is able to appraise his familiarity with the subject, his experience and his knowledge.

(iii) The conditions set forth above are not applicable to the directors and other persons able to invest in such as determined by the board of directors of the Company.

It is in the free discretion of the Board to assess whether to reject the subscription or transfer of Shares, if there is insufficient evidence to the effect that the investor who is to subscribe for the Shares or to whom the Shares are to be transferred, is not an institutional, professional or informed investor (investisseur averti).

The Board may delegate to any duly authorized member of the Board, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the price of the new shares to be issued.

(6) The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such securities comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

(7) The Company may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing shares, refuse purchase applications and suspend or limit in compliance with Article 12 hereof, the sale for specific periods or permanently, to individuals or corporate bodies in particular countries or areas. The Company may also at any time compulsorily redeem

shares from shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Company shares pursuant to article 12, in particular for the reason that they do not qualify as institutional, professional and informed investor in the meaning of the present Article.

Art. 9. Transfer of Shares - Restrictions. The Shares of the Company are freely transferable, subject to the provisions and limitations set forth hereafter. Every transfer of a Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

Shareholders must give the Board forty-five (45) days' prior notice of all proposed transfers and all transfers are subject to the transferee providing the Board with appropriate anti-money laundering documentation and, while the transferor has outstanding committed capital, proof that the transferee has sufficient covenant strength to satisfy its obligations in relation to the transferred committed capital.

The Board shall not unreasonably withhold its consent to a transfer of Shares; provided however that the Board shall be entitled to refuse the transfer of Shares in the following circumstances:

- (a) if the Board reasonably considers that the transfer would result in a situation or event that would cause the Company to be dissolved;
- (b) if the transfer would result in shares being held by any person not qualifying as an Eligible Investor.
- (c) If the transfer is to a resident of, citizen of or any corporation or partnership created or organized in the United States of America ("US Person");
- (d) If the Board considers that the transfer would violate any applicable law and in particular the SIF Law, regulation or any term of these Articles;
- (e) If the Board considers the transferee to be of inappropriate creditworthiness;
- (f) If the transfer is to a natural person;
- (g) If the transfer would result in any Shareholder holding in excess of the maximum requirement of ten percent (10%) of the issued Share capital, and
- (h) If the transfer would not meet the minimum holding requirement as determined by the Board of Directors in the Prospectus.

If the transfer is refused for a reason pursuant to (a) to (h) above the Board shall inform the transferor of such reason and provide reasonable justification.

Any transfer of Shares made otherwise than in accordance with the provisions of these Articles shall be void and shall not be registered in the Register of Shareholders of the Company.

Shares may only be transferred subject to the procedure set out hereafter.

Transfer of Shares shall be effected (a) if Shares Certificates have been issued, upon delivering the Certificate or Certificates representing such Shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no Share Certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Any transfer of Shares shall be entered into the Register of Shareholders according to Article 7; such inscription shall be signed by one or more directors of the Company or by one or more persons duly authorised thereto by the Board. If Share Certificates were issued, the transferor shall remit the relevant Share Certificates to the Company and the Company will issue new Share Certificates to the transferee, if so requested.

Art. 10. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by Luxembourg law and these Articles.

(1) Redemption procedure

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares. The payment of the redemption price will be effected in principle before the forty fifth calendar day after the publication of the Net Asset value for the relevant Valuation Day (as defined in Article 13), provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provisions of Article 7 hereabove.

In exceptional circumstances, the Company may, subject to the shareholder's consent, satisfy payment of the redemption price in kind by allocating to such shareholder assets of the relevant Sub-Fund equal in value to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of such assets will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund. The costs of such allocation of assets will normally be borne by the Company.

If redemption requests for more than 10% of the Net Asset Value of a Sub-fund are received, then the Fund shall have the right to limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Fund

on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

(2) Limits on redemption

Further, if on any given redemption requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue of a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Any redemption request may furthermore be deferred in special circumstances if the board of directors considers that the implementation of the redemption or the conversion request on such Valuation Day would adversely affect or prejudice the interests of the relevant Sub-Fund or the Company.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the Company may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-Fund having sufficient liquid assets to honor redemptions.

The Company may also defer payment of the redemption of a Sub-Fund's shares if raising the funds to pay such redemption would, in the opinion of the board of directors, be detrimental to the remaining shareholders. The payment may be deferred until the special circumstances have ceased; redemption could be based on the then prevailing net asset value per share.

(3) Redemption price

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 13 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economical or political situation or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes at least thirty days prior to the Valuation Day at which the redemption shall take effect. Registered holders shall be notified in writing. The Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Company.

In addition, if the net assets of any Sub-Fund do not reach a level at which the board of directors considers management possible or fall below a level under which the board of directors considers management not possible, the board of directors may decide the merger of one Sub-Fund with one or several other Sub-Funds of the Company in the manner described in Article 27 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 11. Conversion of Shares. To the extent described in and permitted by the board of directors as for each Sub-Fund, as disclosed in the Prospectus and subject to any suspension of the determination of the Net Asset Values concerned, shareholders have the right to convert all or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of another existing class of that or another Sub-Fund by applying for conversion in the same manner as for issue and redemption of shares.

Art. 12. Restrictions on Ownership of Shares and compulsory redemption of shares by the board. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no share in the Company are acquired or held, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale

within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing into the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, his securities account will be closed.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 13 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" means a citizen or resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not includible in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it.

Art. 13. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value of the Company, of each Sub-Fund and of each share (the «Net Asset Value») shall be determined annually and expressed in the currency(ies) decided upon by the Board of Directors. The Board of Directors shall decide the days on which the net asset value will be determined (each referred to as a «Valuation Day») and the appropriate manner to communicate the net asset value per share to the investors, in accordance with the legislation in force.

The Net Asset Value shall be determined as of each Valuation Day (as defined for each Sub-Fund), and normally made public within 22 Business Days after such Valuation Day by dividing the net assets attributable to each class of each Sub-Fund by the number of shares of such class of a Sub-Fund then outstanding. The net assets of each Sub-Fund are made up of the value of the assets attributable to such class within each Sub-Fund less the total liabilities attributable to such class calculated at such time as the Board of Directors shall have set for such purpose.

The assets and liabilities of the Fund shall be allocated in such a manner so that the issue price received upon issue of shares connected with a specific class of a Sub-Fund shall be attributed to that class. All assets and liabilities of the class as well as income and expenses which are related to a specific class shall be attributed to that class. Assets or liabilities which cannot be attributed to any Sub-Fund or class shall be allocated to all the Sub-Funds and/or classes pro rata to the respective Net Asset Value of the Sub-Funds or classes. The proportion of the total net assets attributable to each class shall be reduced as applicable by the amount of any distribution to shareholders and by any expenses paid.

In determining the value of the assets of the Fund shares or units in open-ended Underlying Funds will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, or if no such actual net asset value is available they shall be valued at the estimated net asset value as of such Valuation Day, or if no such estimated net asset value is available they shall be valued at the last available actual or estimated net asset value which is calculated prior to such Valuation Day whichever is the closer to such Valuation Day, provided that if events have occurred which may have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the date on which such actual or estimated

net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Directors, such change.

In respect of shares or units held by the Fund, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Directors may decide to value such shares or units in line with the realisation prices so established.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other UCIs since the day on which the latest net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Directors, such change of value.

The Administrative Agent and the Board of Directors may rely solely on the valuations provided by the underlying funds (hereafter the "UCIs") with respect to the investment such UCIs have made. Valuations provided by UCIs may be subject to adjustments made by such UCIs subsequent to the determination of the net asset value of a Sub-Fund. Such adjustments, whether increasing or decreasing the net asset value of a Sub-Fund, will not affect the amount of the redemption proceeds received by redeeming shareholders. As a result, to the extent that such subsequently adjusted valuations from UCIs adversely affect the net asset value of a Sub-Fund, the remaining outstanding shares of such Sub-Fund will be adversely affected by redemptions. Conversely, any increases in the net asset value of a Sub-Fund resulting from such subsequently adjusted valuations will be entirely for the benefit of the remaining outstanding shares of such Sub-Fund.

The calculation of the Net Asset Value may be based upon an estimate of the net asset value of one or more UCIs as calculated by the relevant UCIs or their agents. Estimated net asset values will only be used if the Administrative Agent has sufficient assurance that the valuation method used by the relevant UCI or its agents for the calculation of such net assets values is in line with the official valuation method of the UCI. The Fund and its Administrative Agent will endeavour all reasonable efforts to correctly assess the value of all portfolio securities based on the information made available to them, and such valuations will be binding upon the Fund and its shareholders in the absence of manifest error. Neither the Fund, nor its Administrative Agent have any control over the valuation methods and accounting rules adopted by the UCIs in which a Sub-Fund may invest and no assurance can be given that such methods and rules will at all times allow the Fund to correctly assess the value of its assets and investments.

Year-end net asset value calculations are audited by the Fund's independent auditors and may be revised as a result of such audit. As discussed above, such revisions may result from adjustments in valuations provided by UCIs. In no event shall the Board of Directors, the Custodian, the Administration Agent incur any individual liability or responsibility for any determination made or other action taken or omitted by them in the absence of negligence, willful misfeasance or bad faith.

Securities held by the Fund (including shares or units in closed-end UCI) which are quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at their latest available publicised stock exchange closing price and where appropriate the bid market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security and each security dealt in on any other organised market will be valued in a manner as near as possible to that for quoted securities. The same valuation principle shall apply to money market instruments having a maturity of more than three months.

The value of a security denominated in a currency other than the reference currency of the relevant Sub-Fund is determined in its national currency and converted into the relevant currency at the foreign exchange rate in effect at 5.00 p.m. CET as of the relevant Valuation Day (as defined for each Sub-Fund).

The value of securities not quoted or dealt in on a stock exchange or another organised market and of securities which are so quoted or dealt in but in respect of which no price quotation is available or the price quoted is not representative of the securities' fair market value, shall be determined prudently and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale prices. All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

Money market instruments with a maturity of less than three months and cash will be valued at face value to which shall be added interest accrued.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a month at a frequency determined by the board of directors, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company;

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

h) during any period when political, economical, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner;

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of the undertakings for collective investment the Company is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value of such Sub-Fund.

j) Any period when the net asset value of one or more UCI, in which the Fund will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the fund, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day (as defined for each Sub-Fund).

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 15. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding three years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 16. Board Meetings. The board of directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a simple majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or

any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors, or any other number of directors that the board of directors may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 17. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 21 hereof.

All powers not expressly reserved by Luxembourg law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 18. Corporate Signature. Vis-à-vis third party, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors, one of them shall be the Chairman, or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 19. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The board of directors may in this way delegate to investment manager(s), under its overall supervision, direction and responsibility, the daily management of the assets of the Company. The board of directors or the investment manager(s) may further be assisted by any investment adviser in the daily management of the assets of the Company.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 21. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager, the Investment Manager Assistant, the investment adviser, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 22. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to

which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 23. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by Luxembourg law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 24. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the third Tuesday in the month of November at 03.30 p.m., and for the first time in 2009.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

As all shares are in registered form and as no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 25. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes. The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of Article 25 paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

Art. 26. Dissolution and Merger of Sub-Funds. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes at least one month prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations: registered holders shall be notified in writing and the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the effective date for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "New Sub-Fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

In the case of a merger with another Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement"), the decision shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

Art. 27. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of July of each year and shall terminate on the thirtieth day of June of the same year. The first accounting year will commence on the date of incorporation of the Company and will end on 30 June 2009.

Art. 28. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of each Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses into the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made by book entry in the securities account maintained in their name.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 29. Custodian. To the extent required by AIFM Law and the SIF Law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution.

The custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by applicable rules and regulations.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 30. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 31. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 32. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 33. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in particular with the Law of 1915, the AIFM Law and the SIF Law.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed at 2.30 p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: T. SEIDL, K. AGNES, M. PEIXOTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49791. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 novembre 2014.

Référence de publication: 2014192285/687.

(140214490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Duemme International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 138.740.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of the month of October.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the "EGM") of shareholders of Duemme International Luxembourg S.A. (the "Company"), a public limited liability company (société anonyme), duly organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 138.740. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, dated Mai 15, 2008 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 13, 2008 number 1466. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, dated March 16, 2012 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on April 30, 2012, number 1100.

The meeting is presided by Luc COURTOIS, attorney-at-law, with professional address at Bonn Steichen & Partners 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg.

The chairman appoints as secretary PEIK HEIRMAN, attorney-at-law, with professional address at Bonn Steichen & Partners 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg and the meeting elects as scrutineer Oriana

MAGNANO, attorney-at-law, with professional address at Bonn Steichen & Partners 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the undersigned notary to state that the agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of Article 3 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

"The object of the Corporation is:

1) the management, administration and marketing, in accordance with Article 101(2) and Annex II of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment ("2010 Law"), of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised by Directive 2009/65/CE as amended as well as of other undertakings for collective investment ("UCIs") which are not covered by Directive 2009/65/CE as amended and for which the corporation is subject to prudential supervision but the units of which cannot be marketed in other EU member states under said Directive.

2) the management of portfolios of investments according to Article 101 (3) a. of the 2010 Law including those portfolios of investments owned by pension funds, in accordance with mandates given by investors on a discretionary, client-by-client basis, where such portfolios include one or more of the instruments listed in section B of Annex II of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

3) the management and administration of Luxembourg and foreign alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of Directive 2011/61/EU in accordance with Article 5(2) and Annex I of the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers ("2013 Law").

The Corporation may provide the above mentioned services also to the subsidiaries of UCITS, UCIs and AIFs which it manages.

The Corporation may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches.

The corporation may take participations in companies having a same or similar corporate object in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

In general, the corporation may carry out any financial operations which it may deem useful in the accomplishment or the development of its purpose remaining within the limits of Chapter 15 of the 2010 Law and of Chapter 2 of the 2013 Law."

2. Amendment of Article 24 of the articles of incorporation of the Company to be read as follows:

"All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law as well as with the 2010 Law and the 2013 Law."

I. The sole shareholder, its proxy-holder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxy-holder of the represented shareholder, the board of the meeting and the undersigned notary will remain annexed to the present deed and will be registered with the deed. The proxy of the represented shareholder, after having been signed "ne varietur" by the board of the meeting and the undersigned notary, will also remain annexed to this minute.

II. It appears from the attendance list that all the shares representing the entire subscribed share capital are represented at the present meeting.

III. The sole shareholder declares that it has received knowledge of the agenda prior to this meeting and that it hereby waives its right to be convened. Accordingly, the meeting is validly constituted and may validly deliberate on the agenda.

After due consideration of the above items, the sole shareholder took the following resolutions:

First Resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Article 3 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"The object of the Corporation is:

1) the management, administration and marketing, in accordance with Article 101(2) and Annex II of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment ("2010 Law"), of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised by Directive 2009/65/CE as amended as well as of other undertakings for collective investment ("UCIs") which are not covered by Directive 2009/65/CE as amended and for which the corporation is subject to prudential supervision but the units of which cannot be marketed in other EU member states under said Directive.

2) the management of portfolios of investments according to Article 101 (3) a. of the 2010 Law including those portfolios of investments owned by pension funds, in accordance with mandates given by investors on a discretionary, client-by-client basis, where such portfolios include one or more of the instruments listed in section B of Annex II of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

3) the management and administration of Luxembourg and foreign alternative investment funds ("AIFs") within the meaning of Directive 2011/61/EU in accordance with Article 5(2) and Annex I of the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers ("2013 Law").

The Corporation may provide the above mentioned services also to the subsidiaries of UCITS, UCIs and AIFs which it manages.

The Corporation may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches.

The corporation may take participations in companies having a same or similar corporate object in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

In general, the corporation may carry out any financial operations which it may deem useful in the accomplishment or the development of its purpose remaining within the limits of Chapter 15 of the 2010 Law and of Chapter 2 of the 2013 Law. "

Second Resolution

The Sole Shareholder resolves to amend Article 24 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law as well as with the 2010 Law and the 2013 Law."

Nothing else being on the agenda, the EGM is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huitième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenu

une assemblée générale extraordinaire (l'"AGE") des actionnaires de Duemme International S.A. (la "Société"), une société anonyme, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 138.740. La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 mai 2008, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1466 du 13 juin 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant l'acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 mars 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 30 avril 2012, numéro 1100.

L'assemblée est présidée par Luc COURTOIS, avocat, ayant son adresse professionnelle sise à Bonn Steichen & Partners 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président nomme comme secrétaire Peik HEIRMAN, avocat, ayant son adresse professionnelle sise à Bonn Steichen & Partners 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, et l'assemblée élit comme scrutateur Oriana MAGNANO, avocat, ayant son adresse professionnelle sise à Bonn Steichen & Partners 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Modification de l'Article 3 des statuts de la Société, comme suit:

"La Société a pour objet:

1) la gestion, l'administration et la commercialisation, en conformité avec l'Article 101(2) et l'Annexe II de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif («Loi de 2010»), d'organismes de placement collectif dans des valeurs mobilières («OPCVM») autorisés par la Directive 2009/65/CE telle que modifiée ainsi que d'autres organismes de placement collectif («OPCs») qui ne sont pas couverts par la Directive 2009/65/CE telle que modifiée et pour lesquels la Société est soumises à prudente surveillance mais dont les parts ne peuvent pas être commercialisées dans d'autres états membres de l'Union Européenne sous ladite Directive.

2) la gestion de portefeuilles d'investissements en conformité avec l'Article 101(3) a. de la Loi de 2010, en ce compris des portefeuilles d'investissements détenus par des fonds de pension, en conformité avec des mandats accordés par des investisseurs sur une base discrétionnaire, client-par-client, où ces portefeuilles comprennent un ou plusieurs instruments énumérés à la section B de l'Annexe II de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée.

3) La gestion et l'administration de fonds d'investissements alternatifs luxembourgeois et étrangers («FIAs») tel que définis par la Directive 2011/61/EU en conformité avec l'Article 5(2) et l'Annexe I de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs («Loi de 2013»).

La Société peut également fournir les services mentionnés ci-dessus aux filiales et succursales d'OPCVM, d'OPCs et de FIAs qu'elle gère.

La Société peut fournir des services au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger et peut, à cet effet, établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

La Société peut prendre des participations dans des sociétés ayant un objet identique ou similaire au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

Plus généralement, la Société peut effectuer toutes opérations financières qu'elle jugerait utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant dans les limites du Chapitre 15 de la Loi de 2010 et du Chapitre 2 de la Loi de 2013."

2. Modification de l'Article 24 des statuts de la Société, comme suit:

"Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, de la Loi de 2010 et de la Loi de 2013."

I. L'actionnaire unique, son mandataire et le nombre de ses actions figurent sur une liste de présence; cette liste de présence, signé par le mandataire de l'actionnaire représenté, par le conseil de l'assemblée et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte et sera enregistrée avec l'acte. Le mandat de l'actionnaire représenté, après avoir été signé ne varietur par le conseil de l'assemblée et le notaire soussigné, restera également annexé à ces résolutions.

II. Il ressort de la liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social souscrit est représentée à la présente assemblée.

III. L'actionnaire unique déclare qu'il a dûment reçu connaissance de l'ordre du jour avant la tenue de la présente assemblée et qu'il renonce à son droit d'être convoqué. Par conséquent, l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Après considération des points ci-dessus, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'actionnaire unique a décidé de modifier l'Article 4 des Statuts de la Société, comme suit:

"La Société a pour objet:

1) la gestion, l'administration et la commercialisation, en conformité avec l'Article 101(2) et l'Annexe II de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif («Loi de 2010»), d'organismes de placement collectif dans des valeurs mobilières («OPCVM») autorisés par la Directive 2009/65/CE telle que modifiée ainsi que d'autres organismes de placement collectif («OPCs») qui ne sont pas couverts par la Directive 2009/65/CE telle que modifiée et pour lesquels la Société est soumise à prudente surveillance mais dont les parts ne peuvent pas être commercialisées dans d'autres états membres de l'Union Européenne sous ladite Directive.

2) la gestion de portefeuilles d'investissements en conformité avec l'Article 101(3) a. de la Loi de 2010, en ce compris des portefeuilles d'investissements détenus par des fonds de pension, en conformité avec des mandats accordés par des investisseurs sur une base discrétionnaire, client-par-client, où ces portefeuilles comprennent un ou plusieurs instruments énumérés à la section B de l'Annexe II de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée.

3) La gestion et l'administration de fonds d'investissements alternatifs luxembourgeois et étrangers («FIAs») tel que définis par la Directive 2011/61/EU en conformité avec l'Article 5(2) et l'Annexe I de la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs («Loi de 2013»).

La Société peut également fournir les services mentionnés ci-dessus aux filiales et succursales d'OPCVM, d'OPCs et de FIAs qu'elle gère.

La Société peut fournir des services au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger et peut, à cet effet, établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

La Société peut prendre des participations dans des sociétés ayant un objet identique ou similaire au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

Plus généralement, la Société peut effectuer toutes opérations financières qu'elle jugerait utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant dans les limites du Chapitre 15 de la Loi de 2010 et du Chapitre 2 de la Loi de 2013."

Deuxième Résolution

L'actionnaire unique a décidé de modifier l'Article 24 des Statuts de la Société, comme suit:

"Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915, de la Loi de 2010 et de la Loi de 2013."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'AGE est close.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, cet acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de ce procès-verbal, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Courtois, Heirman, Magnano, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14830. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014192453/197.

(140214890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Interest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 46.557.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INTEREST HOLDING S.A., établie et ayant son siège social au 1, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 46.557, constituée suivant acte notarié publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 175 de l'an 1994 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 décembre 1999, publié au Mémorial numéro 296 du 20 avril 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean Wagener, avocat avoué, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Chantal Pütz, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Cristina De Angelis, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société.
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société.
3. Désignation d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur:

Monsieur Jürg Mathias Kundert, né à Glarus Süd GL (Suisse), le 14 février 1967, demeurant à Ch-1267 Vich, 3A, Grand-Rue.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

L'assemblée accorde pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la dite société actuellement en fonction pour l'exécution de leurs mandats.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. WAGENER, C. PÜTZ, C. DE ANGELIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2014. Relation: LAC/2014/55106. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 décembre 2014.

Référence de publication: 2014192627/59.

(140214442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2014.

I. 29 Freisenger Butteker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 72.908.

L'an deux mille quatorze,

Le dix-huit novembre,

Par devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

Première résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associée unique, représentée comme il est dit ci-avant, décide d'accepter la démission de Monsieur Guy ROLLINGER de son poste de gérant de la Société.

Deuxième résolution

L'associée unique, représentée comme il est dit ci-avant, nomme aux fonctions de gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Hervé LALIÈRE, né le 23 mai 1971 à Levallois-Perret (France), demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.

Troisième résolution

Monsieur Hervé LALIÈRE, préqualifié, lequel agit en sa qualité de gérant unique de la Société déclare accepter la cession de cent (100) parts entre la société anonyme I. 29 FREISENGER BUTTEKER S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B67697, ayant son siège social à L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons et la société anonyme PEPPERDIND S.A., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B97325.

DONT ACTE, fait et passé à Pontpierre, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: H. LELIERE, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15723. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 28 novembre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014193482/35.

(140215126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.